

Hier, anniversaire de la honte et de la trahison, les 10 ans du Traité de Lisbonne

écrit par Christine Tasin | 2 décembre 2019

L'actuelle UE a pris forme en 2009 avec un projet plus intégré et technocratique. Et bien que la nation française eût rejeté en 2005 par référendum une telle issue, la majorité des députés de droite et de gauche ont contourné ce vote en 2008. Retour.

Le traité de Lisbonne a dix ans ce 1er décembre 2019. Pour certains, il marque une avancée dans la construction européenne, pour d'autres, il est le symbole d'une fracture démocratique et politique toujours présente dans la société française. Pour [ceux-ci](#), le traité de Lisbonne a permis de désavouer le référendum de 2005, au cours duquel les Français avaient pourtant choisi de dire «non» à un texte quasi similaire. Est-ce un hasard si les gouvernements successifs se sont refusés à tout nouveau référendum depuis le 29 mai 2005 ?

Seul RT consacre un article à ce douloureux anniversaire qui a vu les votes des Français et Néerlandais foulés aux pieds par leurs Président (Sarkozy), députés et sénateurs. N'oublions pas, n'oubliez pas. Ne pardonnons pas, ne pardonnez pas.

Le traité de Lisbonne fête ses 10 ans, la France fête le déni démocratique

L'actuelle UE a pris forme en 2009 avec un projet plus intégré et technocratique. Et bien que la nation française eût rejeté en 2005 par référendum une telle issue, la majorité des députés de droite et de gauche ont contourné ce vote en 2008. Retour.

Le traité de Lisbonne a dix ans ce 1er décembre 2019. Pour certains, il marque une avancée dans la construction européenne, pour d'autres, il est le symbole d'une fracture démocratique et politique toujours présente dans la société française. Pour [ceux-ci](#), le traité de Lisbonne a permis de désavouer le référendum de 2005, au cours duquel les Français avaient pourtant choisi de dire non à un texte quasi similaire. Est-ce un hasard si les gouvernements successifs se sont refusés à tout nouveau référendum depuis le 29 mai 2005 ?

Ce jour-là, contre toute attente, les Français ont voté avec une participation élevée (69,37 %) à 54,67% contre un projet établissant une Union européenne plus fédérale, intégrée et technocratique. Pour la première fois, le citoyen mettait un coup de frein à la construction européenne. Les Français n'ont pas suivi les intentions de vote. Les [sondages](#), jusqu'à début mars 2005, assuraient que plus de 56% des Français voteraient en faveur du traité établissant une constitution pour l'Europe (TECE).

[...]

(ENTRETIENS)

Le débat était aussi [accusé](#) d'être largement biaisé, avec une large classe politique et médiatique [favorable](#) au traité. Il faut dire que

les principaux partis de l'époque, de gauche comme de droite, le Parti socialiste, les Verts, l'UDF et l'UMP (ex-Les Républicains) ont tous pris parti pour le oui. Le président de la République, Jacques Chirac, s'était lui-même positionné en faveur du projet. A un peu plus d'un mois du scrutin, une [émission](#) sur TF1 ([Référendum : en direct avec le Président](#)) avait même été consacrée au référendum, avec pour unique interview celle de Jacques Chirac. TF1 avait invité des animateurs et journalistes des principales chaînes (TF1, France 2, France 3 et M6) pour échanger avec le président et passer le micro au public invité. Il fallait convaincre. D'ailleurs, d'aucuns se souviennent que ces partisans ont allégrement fait glisser le [débat](#) du référendum vers de la question : «four ou contre l'Europe ?». Les ironistes étaient rapidement catalogués dans la case des anti-européens. Beaucoup d'entre eux s'en étaient alors [défendus](#).

[...]

2005, la France dit non à l'Europe fédérale et libérale

La France a donc dit «non» à cette ambition. Les tenants de la construction européenne ne pouvaient néanmoins laisser passer un tel affront : un projet édulcoré, reprenant l'essentiel du traité refusé par référendum par la France et les Pays-Bas, fait rapidement surface : le traité de Lisbonne. L'un des inspirateurs du TECE, l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, [avoue](#) lui-même en 2007 que, concernant le contenu : «Le résultat est que les propositions institutionnelles du traité constitutionnel – les seules qui comptaient pour les conventionnels – se retrouvent intégralement dans le traité de Lisbonne, mais dans un ordre différent, et insérés dans les traités antérieurs».

Élu président en 2007, Nicolas Sarkozy avait fait de la ratification du traité de Lisbonne par la voie parlementaire une promesse de campagne. Pour les pro-UE, il s'agit de faire table rase de l'épisode de 2005. Les Français vont désormais voir dans cette séquence une flagrante rupture démocratique. Principale force politique d'opposition, le Parti socialiste est gêné aux entournures. Il ne peut cautionner une mesure sarkozyste mais, dans le même temps, veut être perçu comme un parti europhile. Il tente de plaider pour un deuxième référendum, afin de faire revoter les citoyens, se disant que les Français auront peut-être enfin changé d'avis... La droite rejette catégoriquement une telle hypothèse. Trop dangereux. Et puis, une promesse de campagne est une promesse de campagne.

Lire la suite de l'article ici :

<https://français.rt.com/france/68408-traite-lisbonne-fete-ses-10-ans-france-fete-deni-democratique>